Zeitschrift: Der Armenpfleger : Monatsschrift für Armenpflege und Jugendfürsorge enthaltend die Entscheide aus dem Gebiete des Fürsorge- und Sozialversicherungswesens

Herausgeber: Schweizerische Armenpfleger-Konferenz

Band: 14 (1916-1917)

Heft: 6

Artikel: Protokoll der IX. Schweizerischen Armenpflege-Konferenz in Aarau [Fortsetzung und Schluss]

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-837699

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Der Armenpfleger.

Monatsschrift für Armenpflege und Jugendfürsorge.

Offizielles Organ der Schweizerischen Armenpfleger-Konferenz.

Beilage zum „Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Gemeinde-Verwaltung", redigiert von Paul Keller und Dr. E. Fehr.

Redaktion: Pfarrer A. Wild, Zürich 6.

Verlag und Expedition: Art. Institut Orell Füßli, Zürich.

„Der Armenpfleger" erscheint in der Regel monatlich.
Jährlicher Abonnementspreis für direkte Abonnenten 3 Franken.
„ „ „ Postabonnenten Fr. 3.20.
Insertionspreis pro Nonpareille-Zeile 10 Cts.; für das Ausland 10 Pfg.

14. Jahrgang. | 1. März 1917. | **Nr. 6**

Der Nachdruck unserer Originalartikel ist nur unter Quellenangabe gestattet.

Protokoll

der

IX. Schweizerischen Armenpfleger-Konferenz in Aarau, am 13. November 1916, vormittags 10½ Uhr, im Großratssaal.

(Schluß.)

II. Votant: *John Jaques*, Genf: Je suis chargé de présenter à la Conférence les excuses du gouvernement genevois, qui n'a pu se faire représenter aujourd'hui à Aarau.

Ceci fait, je remercie les rapporteurs pour leurs intéressants travaux et les propositions dont ils les font suivre, propositions à la plupart desquelles je me rallierais sans peine. Permettez-moi cependant de faire des réserves sur la sixième de M. Keller, concernant la réintégration dans leur ancien droit de cité des veuves, suisses d'origine, de soldats étrangers morts pendant la guerre. Pour encourager leur réintégration, M. Keller s'est placé au point de vue de l'humanité. Je le suivrai sur le même terrain, et je dis: précisément par humanité étudions la question de plus près avant de lui donner notre pleine approbation.

En effet, d'après les décisions prises dans les pays qui nous entourent, la veuve d'un simple soldat recevra en France une pension mensuelle de 47 fr.; en Italie de 50 à 100 fr.; en Allemagne de 31 fr. Dans ce dernier pays, il sera versé en outre 6 fr. pour chaque enfant (60 marcs par an). L'enfant doublement orphelin sera doté d'une pension de 100 marcs, soit environ 10 fr. par mois.

D'autre part, j'ai sous les yeux une lettre du Ministère de la guerre français, qui déclare „qu'aux termes des dispositions législatives en vigueur, la veuve d'un soldat français voit suspendre son droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité."

Avant donc d'engager une veuve à reprendre son ancien droit de cité, il nous faut être bien sûrs de pouvoir remplacer ce qu'elle perdrait à cette démarche et de faire mieux encore, et je demande à la Conférence de décider qu'avant de prendre en considération la thèse 6 de M. Keller, elle priera la Commission permanente de la soumettre à une étude attentive.

Les rapporteurs ont fait ressortir le manque de préparation où la déclaration de guerre a surpris la Suisse, en ce qui concerne l'assistance. Différentes mesures peuvent être prises en vue d'obvier à ce défaut d'organisation. Je préconiserais tout d'abord la création d'un *fonds fédéral de secours* en cas de grande catastrophe, guerre européenne, crise industrielle intense ou détresse agricole.

On a des trésors de guerre; nous avons pour les soldats blessés et les familles des décédés un fonds Winkelried, un fonds Grenus; pourquoi n'aurions-nous pas un fonds de secours pour l'assistance proprement dite?

Non pas qu'on veuille paralyser les initiatives locales et remplacer les cantons et les particuliers. Il s'agirait bien plutôt d'un supplément aux sommes versées par ceux-ci. Comme la Confédération accorde des subsides aux cantons pour les grands travaux publics, ainsi l'on donnerait aux contrées eprouvées des subventions en rapport avec les sacrifices consentis par elles. Je fais en conséquence la proposition que voici:

1. La Conférence charge la Commission permanente d'étudier la possibilité de créer *un fonds fédéral de secours* en cas de grande catastrophe: guerre, chômage prolongé ou détresse agricole, et de faire rapport à la prochaine séance annuelle.

Les expériences faites pendant la période de guerre doivent être utilisées quand la paix reviendra. Dans nos villes, la question des loyers a soulevé de graves difficultés. Il a fallu intervenir énergiquement pour donner aux conflits leur solution et empêcher les expulsions. A Genève, on a créé une Commission officielle des loyers qui, au 15 octobre 1916, avait statué sur 4478 affaires avec résultat favorable; la moitié des conciliations s'était faite au moyen d'une participation financière de l'Etat, l'autre moitié sans cette participation. A la date indiquée, l'Etat avait dépensé pour ce service 116,497 fr.

Le rôle de cette commission a été double. Elle a joué: 1° celui de conciliateur entre propriétaires (ou régisseurs) et locataires;

2° celui d'éducateur vis-à-vis des locataires, dont un trop grand nombre sont disposés à considérer leurs dettes de loyer comme ne les obligeant pas.

Une commission, ou un bureau, chargé d'un travail semblable dans toutes nos villes importantes rendrait des services inappréciables, surtout si, comme c'est le cas à Genève actuellement, les tribunaux lui renvoyaient pour enquête et rapport les cas sur lesquels ils sont appelés à se prononcer. Et ce travail ne sera pas moins précieux après la guerre qu'à l'heure actuelle. Je vous propose donc ce qui suit:

2. La Conférence décide de recommander à l'Union des villes suisses la création de *commissions de loyers,* faisant office de *bureaux de conciliation,* suivant un programme élaboré par la commission permanente.

Au début du conflit européen, on a senti le besoin de créer dans les grandes villes des offices centraux d'assistance, remplaçant la multitude des œuvres de bienfaisance que nous connaissons dans notre pays. Il fallait éviter les doubles emplois, l'éparpillement, l'exploitation de la charité, et on y a réussi dans une grande mesure. Cela ne s'est pas fait toutefois sans des hésitations, des à-coups, des erreurs déagréables ou fâcheuses, qui auraient été sans doute évitées si l'on

avait eu partout les fédérations d'œuvres dont nous avons parlé plus d'une fois et dont la création tarde. Les Comités de ces fédérations ou Unions auraient naturellement pris dès le premier jour les mesures nécessaires et organisé tout ce qui devait l'être, au nom de toutes les sociétés et de l'intérêt général.

Faut-il rappeler encore que ces Unions permettent d'arriver à l'unité du travail, à la spécialisation des œuvres privées, à la formation d'un plus grand nombre de personnes pour l'assistance rationnelle, au progrès dans ce domaine par la formation de spécialistes et l'étude des améliorations à apporter dans les lois et règlements sur l'assistance.

Ici encore je fais une proposition:

3. La Conférence décide d'envoyer aux cantons et aux autorités communales des localités importantes une circulaire exposant les motifs qui doivent pousser à *l'organisation fédérative des institutions officielles d'assistance et des œuvres locales de bienfaisance,* et sollicitant des initiatives dans ce domaine.

Dr. Leupold äußert sich zu Antrag 3: Das Konkordat ist die einzige Vereinbarung, die Aussicht auf Erfolg hat. Basel soll doch an der 2. Versammlung nochmals seinen Antrag auf Aenderung stellen. Genf und Zürich haben keine Anträge gestellt. — Zu Postulat 6 ist zu sagen: die meisten Kriegerwitwen ehemaliger schweizerischer Nationalität sind bereits in der Schweiz. Die Prüfung dieser Frage ist gewiß sehr zweckmäßig. Eine bestimmte Zusicherung, daß die Pensionen auch im Falle der Rückbürgerung weiter bezogen werden können, liegt noch nicht vor. — Nicht nur die Kriegerwitwen, sondern alle Witwen von ursprünglich schweizerischer Nationalität sollten eingebürgert werden können. Die Heimschaffungen von solchen ehemaligen Schweizerinnen, namentlich in ein Land, dessen Sprache sie nicht verstehen, sind sehr peinlich. Wäre es nicht möglich, um solche Witwen einbürgern zu können, sich mit dem Wohnsitzkanton ins Einvernehmen zu setzen? Wohn- und Heimatkanton sollten sich bei der Einbürgerung in solchen Fällen vereinbaren und nach den Bestimmungen des Konkordats gemeinsam unterstützen. Es dürfte auch ein schweizerischer oder kantonaler Fonds zur Unterstützung der Gemeinden bei der Einbürgerung solcher Witwen gegründet werden. — Die Idee eines eidgen. Unterstützungsfonds nach dem Vorschlag Jaques ist eine sehr glückliche.

Reg.-Rat Burren möchte unterscheiden zwischen bloßen Anregungen und Postulaten und beantragt, die Anträge der ständigen Kommission zur Berichterstattung an einer nächsten Armenpflegerkonferenz zu überweisen.

Stadtrat Leu, Schaffhausen: Zur Frage der Militärunterstützung (1) sollte man doch schon jetzt Stellung nehmen und bald an die sich damit befassenden Instanzen gelangen. Die Militärunterstützung ist tatsächlich ungenügend. Die Abzüge bei Krankenunterstützung und bis zu 50 % bei Verdienst der Frau sind zu groß.

Pfr. Wuhrmann, Oberwinterthur: Das Finanzdepartement in Bern macht bereits Erhebungen über die Militärunterstützung. Wir sollten ihm wenigstens die Erwartung aussprechen, daß die Sache beschleunigt werde. Die Unlust am Militärdienst hat zum großen Teil ihren Grund darin, daß die Familienväter über die genügende Fürsorge für ihre Familien während ihrer Anwesenheit nicht beruhigt sein können.

Armenpfleger Born, Burgdorf: Der Verdienst der Frau und die freiwillige Lohnauszahlung für den Wehrmann sollten bei der Berechnung der Militärunterstützung nicht in Betracht fallen.

Es wird nun beschlossen, sämtliche Postulate der ständigen Kommission zu überweisen. Bezüglich Postulat 1 soll sie sofort die nötigen Schritte einleiten. Schluß der Konferenz 2¼ Uhr. Der Protokollführer: A. Wild, Pfr.

* *
*

Zu dem vorstehenden Protokoll ist nachzutragen, daß Herr Reg.-Rat Burren in seinen Mitteilungen über den Stand der Konkordatsfrage auch Neuenburg unter den Kantonen erwähnte, die in ihrer Armenpflege zum Territorialprinzip übergegangen sind.

Statistik über die interkantonale Armenpflege in der Schweiz pro 1911 und 1912.

Die Arbeit des eidgenössischen statistischen Bureaus über die interkantonale Armenpflege in der Schweiz in den Jahren 1911 und 1912 hat durch die Mobilisation eine unliebsame Störung erfahren und ist überdies durch die Vorbereitung der 8. schweizerischen Viehzählung zeitweilig unterbrochen worden. Nun ist sie aber gegen Ende des Jahres 1916 zu ihrem Abschlusse gelangt und hat folgende Ergebnisse gezeitigt:

Vorausgeschickt sei, daß derjenige Teil der Schweizerbürger, der wohl in der Schweiz, aber nicht im Heimatkanton wohnt, von 1850 bis 1910 von 7 auf 20 % angewachsen ist und nunmehr ⅕ der Gesamtbevölkerung beträgt.

Die 51,737 Erhebungsformulare beziehen sich auf 43,116 Unterstützungsfälle. Von diesen kommen 15,052 auf beide Erhebungsjahre, 13,880 nur auf 1911 und 14,184 bloß auf 1912, so daß das Jahr 1911 im ganzen 28,932, das Jahr 1912 aber 29,236 Fälle der interkantonalen Armenpflege aufweist. Die Fälle des Jahres 1911 umfaßten 54,956 und diejenigen des Jahres 1912 55,893 Personen.

Die Nettounterstützungskosten beliefen sich 1911 auf Fr. 3,223,083. 75 oder Fr. 1. 01 pro Kopf der Wohnbevölkerung und Fr. 111. 40 pro Unterstützungsfall; 1912: Fr. 3,382,151. 25 oder Fr. 1. 06 der Wohnbevölkerung und Fr. 115. 68 pro Fall.

An diese Kosten trugen bei:

1. Die Institutionen der Heimatkantone:	1911:	Fr. 2,076,456. 05	= 64,4 %
	1912:	Fr. 2,179,965. 25	= 64,5 %
2. Die Institutionen der Verarmungskantone:	1911:	Fr. 1,108,288. 90	= 34,4 %
	1912:	Fr. 1,155,201. 15	= 34,2 %
3. Weitere Institutionen:	1911:	Fr. 38,338. 80	= 1,2 %
	1912:	Fr. 46,984. 85	= 1,3 %

Das Wesentliche der Ergebnisse liegt in nachstehender vergleichender Tabelle:

	Leistungen des Kantons für Angehörige anderer Kantone		Leistungen anderer Kantone für Angehörige des Kantons	
	1911	11912	1911	1912
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Zürich	234,360. —	244,520. 95	58,236. 85	66,175. 25
2. Genf	194,326. —	209,198. 50	6,268. 50	5,905. 75
3. Waadt	130,462. 80	134,101. 50	89,324. 20	81,468. 75
4. St. Gallen	130,655. 50	132,793. 55	50,174. 30	54,449. 55
5. Basel-Stadt	115,737. 30	121,413. 30	6,394. —	8,732. 30
6. Neuenburg	108,521. 25	98,525. 10	27,337. 35	30,247. 95